

A quoi joue la direction de la CGT ?

Depuis des semaines, la direction de la CGT crache à la figure des centaines de milliers de travailleurs/ses qui se mobilisent depuis le 17 novembre contre la hausse des taxes sur l'essence en particulier et contre le gouvernement en général. Ils sont traités de poujadistes, de racistes, de xénophobes, de gogos manipulés par le patronat, etc.



Dans un communiqué publié le 20 novembre

(
<https://www.cgt.fr/actualites/interprofessionnel/pouvoir-dachat-salaires/declaration-de-la-commission-executive>), elle appelle les salariés à se joindre aux manifestations (prévues de longue date) des chômeurs/ses du samedi 1^{er} décembre. Ces manifestations sont évidemment parfaitement légitimes. Ce qui ne l'est pas, c'est l'opération de la CGT pour transformer cette manifestation en contrefeu à la mobilisation des gilets jaunes.

La direction de la CGT présente ces manifestations en opposition à la mobilisation des gilets jaunes. Elle « appelle les citoyens à ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes », référence à peine voilée à l'immense mobilisation populaire du 17 novembre. Comme si cette dernière se résumait à ces actes inacceptables ! Elle s'obstine à ne pas reprendre à son compte la revendication légitime du refus des hausses de taxes sur l'essence (une des taxes les plus injustes), qui a déclenché la mobilisation des gilets jaunes.

La direction de la CGT s'érige en donneuse de leçon en affirmant : « *Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales* ». Elle est pourtant engluée dans le dialogue social avec le patronat jusqu'au cou. De façon piteuse, la direction de la CGT supplie le gouvernement de la considérer davantage, de lui donner quelques miettes pour éviter l'explosion sociale : « *le gouvernement joue avec le feu en banalisant les revendications, en ignorant les organisations syndicales* », une « *politique* » qui « *lui revient en boomerang en plein visage* ». Autrement dit : donnez nous quelque chose pour justifier le « dialogue social », sinon la situation va devenir incontrôlable...

Et contrairement à ce qu'elle sous-entend, le patronat ne soutient pas les gilets jaunes. Par exemple, la fédération patronale des routiers s'est désolidarisée explicitement du mouvement (<https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31097>). La direction de la CGT devrait pourtant comprendre qu'une grande partie des travailleurs/ses ne supporte plus ses journées d'action bidon qui ne bloquent rien du tout et qui mènent systématiquement à la défaite.

Au lieu d'être humble et de se mettre au service la mobilisation, en proposant des prolongements au 17 novembre, la direction de la CGT lance donc un contrefeu et se met donc au service du gouvernement qui est destabilisé par cette mobilisation. Si la direction de la CGT avait soutenu l'appel à bloquer Paris le 24 novembre, elle aurait pu redorer un peu son blason et contribuer à faire de cette journée un immense déferlement populaire. Mais elle préfère mobiliser à côté en instrumentalisant la manifestation des chômeurs/ses. Et la CGT n'offre aucune perspective : juste une manifestation, aucun plan pour bloquer l'économie !

Cette politique est tragique et ne peut que faire le jeu de l'extrême-droite qui aura beau jeu d'expliquer aux travailleurs/ses que la CGT les méprise. Heureusement, beaucoup de syndiqués participent d'ores et déjà au mouvement des gilets jaunes. Des syndicats (comme par exemple Sud PTT 35 : <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31101> ou encore FO Transports : <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31126>) appellent à se joindre au mouvement. D'autres, comme la CGT Chimie (<https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31124>), appellent à la grève pour amplifier la dynamique de mobilisation. Au niveau politique, Mélenchon ou Filoche appellent à déferler sur Paris le 24 novembre.

La Tendance Claire du NPA appelle à participer à la mobilisation des gilets jaunes du 24 novembre et à la mobilisation féministe « Nous toutes ». Nous refusons toute division des luttes : nous devons tous converger dans un combat unitaire et pluraliste contre le gouvernement. Cela passe notamment par le fait de défendre au sein des gilets jaunes des mots d'ordre féministes et antiracistes. Dans toutes les organisations du mouvement ouvrier, le combat doit être mené pour qu'un maximum d'organisations appellent à rejoindre la mobilisation des gilets jaunes. Les directions syndicales doivent aujourd'hui mettre toute leur énergie à préparer un plan d'action pour bloquer l'économie. Cela ne pourra pas se faire contre ou en ignorant la mobilisation des gilets jaunes.

Tendance CLAIRE, le 20 novembre 2018